

le MAS : « nous luttons dans la perspective du socialisme autogestionnaire »

Au cours de la lutte contre la réforme du deuxième cycle, un nouveau sigle, le MAS, Mouvement d'action syndicale-Luttes étudiantes, est apparu. Nous avons demandé à l'un de ses secrétaires nationaux, Yves Colmou, de répondre à nos questions.

T.S. : *Le 25 avril, le MARC a laissé sa place au Mouvement d'action syndicale-Luttes étudiantes. Quelle est le sens de cette transformation ?*

Yves Colmou : *Voyons quel était le statut du MARC. Il s'agissait d'une organisation un peu idéologique, un peu culturelle, un peu politique, un peu syndicale. Il n'avait pas de pratique de masse et rarement une pratique syndicale.*

Les militants ont pris conscience de ce fait au VI^e congrès en 1975. Ils ont compris la nécessité d'une organisation étudiante syndicale et ont engagé le processus de dépassement du MARC.

*C'est à cette fin qu'a été lancé le CNIL (Collectif national d'initiative et de liaison), lieu de regroupement de tous les étudiants intéressés, autour du journal **Luttes étudiantes**. En mars, le congrès du MARC a fixé les perspectives précises pour son dépassement. C'est ainsi qu'a été mis sur pied le rassemblement national de **Luttes étudiantes** des 24 et 25 avril, dont l'aboutissement sera la création du MAS. En dehors de cette chronologie, il faut ajouter qu'il ne s'agit en aucun cas d'une opération d'appareil. Il y eut, pendant plus d'un an, un débat à l'intérieur du MARC et des groupes de base regroupés autour du journal **Luttes étudiantes**.*

T.S. : *L'un des axes de la stratégie du MAS est l'unité avec les travailleurs; s'agit-il là d'une conséquence logique d'une action syndicale à l'université au lieu d'un garde-fou à l'égard du corporatisme ?*

Y. C. : *Le syndicalisme étudiant est la négation même du corporatisme.*

Le syndicalisme étudiant doit partir des problèmes concrets des étudiants. Il doit élaborer des revendications sur les problèmes de conditions de vie et d'étude, sur l'emploi, sur le contenu et la finalité de la formation à l'université. Les intérêts de la majorité des étudiants sont communs à ceux des travailleurs : sait-on que 60 % des étudiants sont salariés ? Qu'un étudiant sur deux sort de fac sans diplôme ? Que même avec un diplôme, le pourcentage de chômeurs est le même ? Un combat syndical à l'université doit donc se mener en liaison avec les travailleurs et leurs organisations. Les problèmes de formation sont les problèmes de tous. La concrétisation

de cette démarche consiste à élaborer des revendications communes pour mener des luttes communes. Ce que l'on a déjà réalisé sur certains problèmes, tels que les IUT, le CROUS, le second cycle, en particulier avec la CFDT, etc. Pour le MAS, la liaison avec les travailleurs n'est pas un mot d'ordre : c'est une pratique quotidienne.

T.S. : *Tu as parlé des liens du MAS avec la CFDT. En quoi ces rapports sont-ils différents, d'une part de ceux qu'entretenaient le MARC et la CFDT, et d'autre part, ceux de l'UNEF avec la CGT ? De tels rapports privilégiés ne sont-ils pas restrictifs en regard des luttes qui se développent à l'heure actuelle à la base ?*

Y. C. : *Si un accord a toujours existé avec le MARC sur des revendications communes et sur un projet de société identique, avec le MAS un nouveau pas est franchi en raison de la représentativité et de l'influence que nous avons dans les luttes étudiantes de ces dernières semaines.*

D'abord, il convient de signaler que nos liens avec la CFDT sont sans exclusive, et si nos propositions et notre action avaient un écho plus important à la CGT, nous nous en féliciterions.

Les relations avec la CFDT se font dans le cadre du respect mutuel de l'autonomie des deux organisations. Nos analyses et nos propositions ne sont pas la traduction à l'université de celles de la CFDT. Il n'en va pas de même entre l'UNEF et la CGT qui pratiquent avec le PC un rapport qui est celui de la courroie de transmission.

Nos rapports avec la CFDT ne sont en aucun cas des rapports de subordination ou des rapports d'appareil contrairement aux affirmations de certains. Ainsi, c'est au niveau local avec les sections du SGEN ou avec les UD et UL que les rapports sont les plus fréquents et nous ont permis de jouer un rôle actif dans la préparation des journées portes ouvertes et des formes de luttes comme Villetaneuse le 10 Avril.

T.S. : *Si les militants du MAS ont joué un rôle important dans la grève contre la réforme du second cycle, le MAS en tant que tel est resté relativement discret. Quelle conception le MAS a-t-il des rapports entre le syndicat et le mouvement de masse ?*

Y. C. : *Le MAS est favorable aux structures d'auto-or-*

ganisation que se donnent les étudiants pour mener les luttes, c'est pourquoi il a favorisé et participé activement aux comités de grève locaux et aux coordinations nationales.

Mais le MAS est une organisation syndicale permanente; c'est pourquoi, nous avons fait des propositions au mouvement étudiant. Ces propositions, telles l'élaboration de cahiers de revendications, pour aboutir à une plate-forme nationale ou la nécessité d'une négociation au niveau local avec les enseignants comme au niveau national avec le SEU(*), sont des propositions émanant du MAS et qui ont été reprises par des coordinations nationales. De la même façon, le MAS a pu critiquer certaines décisions des coordinations, notamment les rapports avec les organisations syndicales. Néanmoins, l'expression autonome du MAS n'est en rien contradictoire avec notre engagement dans les structures unitaires que s'est donné le mouvement pour mener la lutte contre la réforme du second cycle

T. S. : Quel bilan tire le MAS de cette grève, et du rôle particulier qu'il y a joué, notamment dans les coordinations ? Quelles sont les propositions que fait aujourd'hui le MAS pour continuer la lutte ?

Y. C. : Le mouvement de grève de ces derniers mois a d'abord montré, contrairement aux espérances du pouvoir, qu'il était faux de parler du « silence des étudiants » et que ces derniers restent prêts à se mobiliser.

Pour le MAS, la démarche que toujours nous avons affirmée consistait à transformer ce « front du refus », à lui donner un caractère offensif par l'élaboration de revendications. La lutte contre la réforme du deuxième cycle n'est en rien terminée, c'est une lutte de longue haleine, qui reprendra sous de nouvelles formes à la rentrée : (blocage de demandes d'habilitation). Il convient de distinguer deux phases dans la lutte de ces dernières semaines : dans un premier temps, l'ensemble des étudiants, les syndicats d'enseignants, les syndicats de travailleurs et les partis de gauche se sont tous prononcés contre cette réforme.

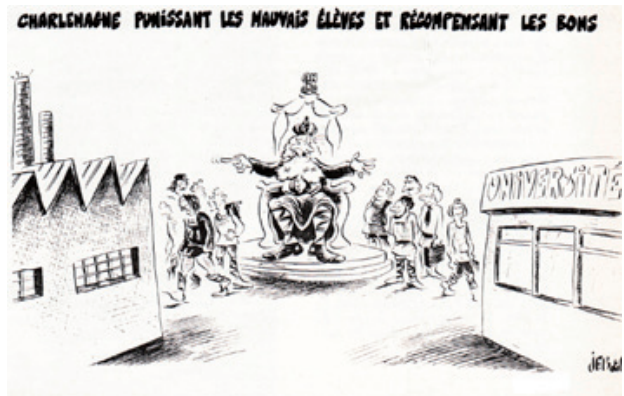
Cet isolement du pouvoir a été total. Mais ensuite, certains présidents d'université, le SNEsup., puis l'UNEF se sont lancés dans une course à la négociation dans le dos des étudiants. Saunier-Séité, en jouant sur la division par de fausses promesses (crédits du VII^e plan), a pu restreindre le nombre de ses opposants. C'est pourquoi en plus de l'abrogation de la réforme du second cycle et la satisfaction de leurs revendications, les étudiants ont dû se battre pour ne pas être sanctionnés pour fait de grève par le biais des examens.

Nous estimons qu'il y a eu huit à quinze jours de retard dans les décisions prises par les coordinations, ainsi en va-t-il pour l'élaboration de la plate-forme nationale de revendications, pour la liaison avec les syndicats d'enseignants et de travailleurs, pour la négociation sur le passage des examens. Dès la rentrée, le mouvement reprendra sous de nouvelles formes dans toutes les universités.

T.S. : Au cours de ce mouvement on a vu apparaître puis se structurer un courant qui s'est volontiers appelé « inorganisé ». Comment le MAS analyse-t-il l'émergence de ce courant ?

Y. C. : Je ne crois pas que l'on puisse parler d'un « courant inorganisé ». Ce qui est vrai, c'est que les magouilles dans les coordinations nationales et l'absence de propositions de la plupart des organisations étudiantes ont fait naître chez les étudiants une certaine défiance, non pas vis-à-vis des organisations en tant que telles, mais vis-à-vis d'une certaine conception traditionnelle du rôle de l'organisation.

Les étudiants refusent que des appareils se substituent à eux pour déterminer la stratégie et les modalités de



leur lutte. Mais, d'un autre côté, la mobilisation contre la réforme du second cycle a clairement montré la nécessité d'un syndicat anticapitaliste à l'Université pour mener une lutte de longue haleine. Des dizaines de milliers d'étudiants en sont conscients, et nombre d'entre eux ont choisi d'adhérer au MAS pour cette raison. A la dernière coordination, un courant d'inorganisés s'est dégagé, posant les problèmes dans des termes analogues aux nôtres.

Les thèmes du statut de travailleurs en formation, du salaire étudiant, de la lutte contre la hiérarchie, ont un impact important chez les étudiants. Mais cela ne va pas toujours sans ambiguïtés. Par exemple, certains limitent le salaire étudiant à n'être ni plus ni moins qu'une allocation d'étude pour tous. Nous préparons déjà notre congrès qui se tiendra au mois de novembre, et nous essayons de le faire de façon ouverte et en partant d'expériences de luttes concrètes.

T.S. : Le MAS a été accusé plusieurs fois de diviser le mouvement, tant par l'UNEF qui ne comprend pas la nécessité d'une autre structure syndicale, que par la LCR qui reproche au MAS de ne pas chercher à conserver l'unité réalisée dans la lutte de manière permanente. Peux-tu préciser les raisons de vos divergences à l'égard de ces deux positions ?

Y. C. : Confondant unité et unicité, l'UNEF prétend être l'unique porte-parole national des étudiants et leur seule structure organisationnelle. Mais qui pourrait nier l'existence de deux stratégies syndicales différentes ? Celle de l'UNEF qui cherche à améliorer la condition étudiante en se battant pour la défense des acquis et des privilèges — c'est bien cela que l'on appelle le corporatisme — et celle du MAS qui vise à transformer la condition étudiante par la remise en cause de tout le système d'éducation actuel.

Quant à la LCR qui cherche désespérément, depuis de très longues années et avec une belle constance, à mettre sur pied un mouvement unitaire et permanent, nous estimons qu'elle devrait tirer des enseignements des erreurs du passé. Cela dit, l'unité d'action pour les luttes au sein des comités de grève reste la priorité.

T.S. : Il a souvent été dit que la lutte contre la réforme du second cycle posait le problème du gouvernement. De fait, toute lutte à l'Université se heurte directement au pouvoir d'Etat. Le syndicalisme étudiant doit-il en recevoir une orientation plus directement politique ? Cela pose le problème de la façon dont le MAS envisage les rapports entre syndicats et partis, ainsi que le sens de sa référence au socialisme autogestionnaire, que certains ressentent souvent



manifestation étudiante le 17 mars dernier

comme un a priori.

Y. C. : C'est précisément parce que le mouvement étudiant se heurte, non seulement au pouvoir d'Etat, mais à l'ensemble du système capitaliste et plus particulièrement à l'ensemble de son système de formation, que l'on ne saurait concevoir de syndicat à l'université sans un projet global de transformation de la société.

Nous luttons en effet dans la perspective du socialisme autogestionnaire. Nous ne voulons pas remplacer le pouvoir d'une classe par celui d'une bureaucratie. Nous pensons que seule une prise en charge collective par tous des problèmes de formation est une alternative crédible au système actuel. C'est en même temps la seule stratégie opérationnelle pour nos luttes d'aujourd'hui.

Quant aux rapports syndicat-parti, nous sommes très attachés à notre autonomie de décision et nous sommes fiers d'être en milieu étudiant la seule organisation ouverte, où

peuvent avoir lieu de réels débats démocratiques, qui ne recouvrent pas des affrontements de tendance représentant des organisations politiques.

**Propos recueillis
par Stephan LYLAN ■**

(*) Secrétariat d'Etat aux universités.